

# LES ÉCHELLES TERRITORIALES DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALE

## ENJEUX CONSTITUTIONNELS ET TERRITORIAUX

Journée d'étude décentralisée de l'AFDC  
En partenariat avec le GRALE et l'AFDCL

Organisée par le Centre d'Etude et de Recherche  
en Droit Administratif, Constitutionnel,  
Financier et Fiscal de Nice (CERDACFF)

UNIVERSITÉ CÔTE D'AZUR  
FACULTÉ DE DROIT ET SCIENCE POLITIQUE

JEUDI 21 NOVEMBRE 2024  
NICE

CAMPUS TROTABAS  
SALLE ULYSSE

PROGRAMME ET INSCRIPTION  
[cerdacff.univ-cotedazur.fr](http://cerdacff.univ-cotedazur.fr)



### DIRECTION SCIENTIFIQUE

FLORENCE CROUZATIER-DURAND, Université Côte d'Azur (GRALE, AFDCL)

VIRGINIE DONIER, Université de Toulon (GRALE, AFDCL)

MARC GUERRINI, Université Côte d'Azur (AFDC)

PAULINE TÜRK, Université Côte d'Azur (AFDC)

## COMITÉ SCIENTIFIQUE ET D'ORGANISATION

**FLORENCE CROUZATIER-DURAND**, Université Côte d'Azur (GRALE, AFDCL)

**VIRGINIE DONIER**, Université de Toulon (GRALE, AFDCL)

**MARC GUERRINI**, Université Côte d'Azur (AFDC)

**PAULINE TÜRK**, Université Côte d'Azur (AFDC)

Apparue au XIX<sup>ème</sup> siècle, avec les préoccupations relatives à l'égalité sociale et à la construction d'une société plus respectueuse « des besoins des hommes et de la recherche du bien-être collectif »<sup>1</sup>, la notion de république sociale se dessine, sur le plan constitutionnel, dans les déclarations des droits, préambules et constitutions successives, au travers de la consécration de principes (égalité, fraternité) et de droits sociaux, et bien plus tard dans la jurisprudence constitutionnelle.

L'article 1er de la Constitution du 4 octobre 1958, qui reprend la formule figurant au même article de la Constitution du 27 octobre 1946, dispose aujourd'hui que « la République française est indivisible, laïque, démocratique et sociale ».

Que signifie ce dernier qualificatif ? Que recouvre-t-il ? Quelles sont ses justifications théoriques ? Alors que la république sociale est parfois présentée comme une exception française<sup>2</sup>, comment ont été construits ses fondements, principes, objectifs ? Quels acteurs et quels processus, à l'échelle nationale et locale, sont mobilisés ? En quoi les collectivités territoriales peuvent-elles, dans le cadre fixé par la Constitution, contribuer à la réalisation de cet idéal qu'est la République sociale ?

En 2000, dans un ouvrage intitulé « La république sociale. Contribution à l'étude de la question démocratique en France », Michel Borgetto et Robert Lafore ont pu apporter des éléments de réponse. Vingt-cinq ans plus tard, ces questions méritent encore d'être posées compte tenu, notamment, de l'évolution du droit constitutionnel local à la suite de la révision constitutionnelle du 28 mars 2003.

Aux différentes échelles, le pouvoir constituant, le législateur, l'administration centrale, et les collectivités territoriales ont concouru à la construction de la République sociale. Et les mêmes contribuent, dans la période contemporaine, sous le contrôle des juges administratif et constitutionnel, et dans un cadre européen, à la réalisation de ses objectifs. Pourtant, jusqu'au début du XX<sup>ème</sup> siècle, c'est le rôle des collectivités locales qui apparaît crucial, jusqu'à ce que, à partir du début du XX<sup>ème</sup> siècle, plusieurs lois importantes marquent le point de départ de l'interventionnisme de l'État, sans pour autant exclure les collectivités territoriales.

Entre centralité de la République, supranationalité et décentralisation, comment la République sociale trouve-t-elle une traduction dans les différentes strates politiques et administratives ? Comment les principes constitutionnels d'égalité, de solidarité, de fraternité s'articulent-ils avec ceux de libre administration, de subsidiarité, et avec le droit à l'expérimentation, au service des objectifs de la République sociale ?

<sup>1</sup>G. Burdeau, *Traité de science politique*, LGDJ, 1973, t. VII, 2<sup>e</sup> éd., p. 459 ; G. Vedel, *Démocratie politique, démocratie économique, démocratie sociale*, coll. « Droit social », 1947, fasc. 31, p. 45

<sup>2</sup>Christophe Miquel, « Rousseau, la philosophie radicale et les fondements théoriques du républicanisme social », In : *Le Republicanisme social : une exception française ?* [en ligne], Paris : Éditions de la Sorbonne, 2014, <<http://books.openedition.org/psorbonne/102535>>

9H00

## ACCUEIL

XAVIER LATOUR

*Professeur de droit public, Université Côte d'Azur*

*Doyen de la Faculté de droit et science politique*

9H15

## PRÉSENTATION DE LA JOURNÉE

### CERDACFF ET AFDC

- PAULINE TÜRK
- MARC GUERRINI

### GRALE

- VIRGINIE DONIER
- NICOLAS KADA

### AFDCL

- JEAN-FRANÇOIS BRISSON
- FLORENCE CROUZATIER-DURAND

## LA CONSTRUCTION DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALE AUX DIFFÉRENTES ÉCHELLES

PRÉSIDENTE : PR PAULINE TÜRK, *Directrice du CERDACFF*

9H30 ..... TABLE RONDE : APPROCHE HISTORIQUE

### L'ÉMERGENCE DES PRINCIPES DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALE : DE LA FRATERNITÉ À LA SOLIDARITÉ

- MICHEL BORGETTO, *Professeur émérite, Université Paris II*
- ROBERT LAFORE, *Professeur émérite, Science Po Bordeaux*

### LA QUESTION DES ÉCHELLES DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALE : LA DIALECTIQUE DU NATIONAL ET DU LOCAL

- JEAN-BAPTISTE CONTARGYRIS, *Attaché temporaire d'enseignement et de recherche, Université Côte d'Azur, CERDACFF*

### DÉBATS

10H45 ..... TABLE RONDE : APPROCHE CONTEMPORAINE

### LES MUTATIONS DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALE

- MARC GUERRINI, *Professeur, Université Côte d'Azur, Directeur adjoint du CERDACFF*

### RÉPUBLIQUE SOCIALE VS LIBRE ADMINISTRATION DANS LA CONSTITUTION DE 1958

- JEAN-FRANÇOIS BRISSON, *Professeur, Université de Bordeaux, ILD*

### DÉBATS

## LA RÉALISATION DES OBJECTIFS DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALE

PRÉSIDENCE : PR FLORENCE CROUZATIER-DURAND, CERDACFF

### 14H00 ..... TABLE RONDE : **LES PRINCIPES CONSTITUTIONNELS À L'ÉPREUVE DES RÉALITÉS LOCALES**

#### **LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL EST-IL SOCIAL ?**

- **WANDA MASTOR**, *Professeur, Université de Corte, LLIEA*

#### **LA RÉPUBLIQUE IDÉALE EST-ELLE SOCIALE ET TERRITORIALE ?**

- **NICOLAS KADA**, *Professeur, Université de Grenoble, CRJ*

#### **LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ ? LES OUTREMERS EN MARGE DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALE**

- **CARINE DAVID**, *Professeur, Université Aix Marseille, GERC*

#### DÉBATS

### 15H45 ..... TABLE RONDE : **CONCILIATION ET MISE EN TENSION DES PRINCIPES**

#### **SOLIDARITÉ, FRATERNITÉ ET ORDRE PUBLIC : QUELLE CONCILIATION AU NIVEAU LOCAL ET NATIONAL ?**

- **MARC-ANTOINE GRANGER**, *MAÎTRE DE CONFÉRENCES, HDR, UNIVERSITÉ CÔTE D'AZUR, CERDACFF*

#### **LOGEMENT, HÉBERGEMENT ET DIGNITÉ HUMAINE : QUEL RÔLE POUR LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ?**

- **VIRGINIE DONIER**, *Professeur, Université de Toulon, CERC*
- **FLORENCE CROUZATIER-DURAND**, *Professeur, Université Côte d'Azur, CERDACFF*

#### **ÉTAT / DÉPARTEMENT : LA GESTION TERRITORIALE DES MINEURS NON ACCOMPAGNÉS**

- **CHRISTOPHE TUKOV**, *MAGISTRAT ADMINISTRATIF, PRÉSIDENT DE CHAMBRE DU TRIBUNAL DE MONTREUIL, COUR NATIONALE DU DROIT D'ASILE, CERDACFF*

#### DÉBATS

Centre d'études et de recherche en droit administratif, constitutionnel, financier et fiscal

Faculté de droit et science politique  
Avenue Doyen Louis Trotabas  
06050 Nice cedex 1

☎ 04 89 15 25 66  
✉ [cerdacff@univ-cotedazur.fr](mailto:cerdacff@univ-cotedazur.fr)  
🌐 [cerdacff.univ-cotedazur.fr](http://cerdacff.univ-cotedazur.fr)

